

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 juillet 2024
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	54 323
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	31 202
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	3 29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	34 231
Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET :Ressources humaines - Création d'un emploi non permanent afin de mener un projet lié à la mise en œuvre des programmes d'études préalables aux PAPI gave d'Oloron et PAPI Adour aval - poste d'animateur diagnostic de vulnérabilité du bâti aux inondations (contrat de projet)

Exposé des motifs :

Dans le cadre de ses missions et au regard des actions inscrites dans ses programmes, l'Institution Adour souhaite recruter un collaborateur qui aura en charge l'animation de l'axe 5 des programmes d'études préalables aux PAPI gave d'Oloron et PAPI Adour aval, axe relatif à la réduction de la vulnérabilité du bâti (maisons d'habitations, entreprises de moins de 20 salariés, établissements recevant du public).

Pour ce faire, l'article L.332-24 du code général de la fonction publique permet aux collectivités, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, de recruter un agent au moyen d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.332-24, L.332-25 et L.332-26 et suivants,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, permettant aux collectivités, pour mener à bien un projet ou une opération

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels et notamment son chapitre 1^{er},

Vu le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique, Considérant que la nature des fonctions qui seront attribuées à l'agent justifie la création d'un emploi de catégorie B,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet,

Considérant la volonté de l'Institution Adour de mener à bien, en partenariat avec les collectivités des sous-bassins concernés, les projets de programmes d'études préalables aux PAPI Adour aval et PAPI gave d'Oloron,

LE COMITÉ SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de créer, à compter du 2 janvier 2025, un emploi non permanent à temps complet à raison de 35h/semaine, dans le grade de technicien, relevant de la catégorie hiérarchique B afin de mener à bien la mission d'animation pour la réalisation des diagnostics de réduction de vulnérabilité du bâti inscrite dans les programmes d'études préalables aux PAPI Adour aval et PAPI gave d'Oloron,
- que le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : Bac + 2/3, formation dans le domaine de la prévention des risques ou du bâtiment/architecture,
- que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions suivantes : animateur diagnostic de vulnérabilité du bâti aux inondations,
- que l'agent sera recruté par contrat de projet d'une durée de 3 ans,
- que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 397 correspondant au 3ème échelon de l'échelonnement indiciaire du grade de technicien,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet,



- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE